

FICHE DE POSTE N° 4

Intitulé du poste : Directeur des affaires juridiques
Lieu de travail : Caisse congolaise d'amortissement-CCA (Brazzaville)
Type de contrat : Contrat à durée déterminée
Supérieur hiérarchique : Directeur général de la CCA

Description du poste	Responsable de la gestion administrative et technique de la direction des affaires juridiques à la direction générale de la CCA, le directeur (H/F) des affaires juridiques supervise les actions de deux services (service des accords et conventions et service de la réglementation et du contentieux) placés sous son autorité. Le directeur des affaires juridiques sert de conseil juridique et de support à l'ensemble des organes de la caisse congolaise d'amortissement, prévient les conflits et recherche les solutions les plus appropriées au plan juridique.
Missions principales et activités/tâches	▪ suivre les contentieux et les relations avec le monde judiciaire, notamment, les avocats de l'Etat, les tribunaux, les administrations, en rapport avec la dette publique ; ▪ examiner les aspects juridiques de toutes les conventions, notamment, les prêts, l'aval, la garantie, la rétrocession, la titrisation ; ▪ examiner les aspects juridiques des accords de financement et de toute offre de financement soumise à l'appréciation de la caisse congolaise d'amortissement ; ▪ examiner les requêtes et les offres de financement soumises à l'appréciation de la caisse congolaise d'amortissement, en liaison avec les autres services compétents ; ▪ suivre l'accomplissement des formalités d'entrée en vigueur des accords de financement, en liaison avec la direction du financement ; ▪ participer à la rédaction des accords de financement, en liaison avec la direction du financement et autres services compétents ; ▪ participer à la rédaction de toute convention engageant financièrement l'Etat ; ▪ participer à la rédaction de tout projet de texte, en lien avec la gestion de la dette publique ; ▪ rédiger les conventions de prêts, des accords de rétrocession de prêts et d'octroi de garantie de l'Etat, en liaison avec d'autres services compétents ; ▪ participer aux négociations des conventions ayant trait à l'endettement public ; ▪ élaborer et suivre les documents juridiques et de réalisation des conditions suspensives des prêts ; ▪ gérer le contentieux de la dette publique et de la caisse congolaise d'amortissement ; ▪ avoir connaissance du contentieux du recouvrement des créances bancaires et, plus généralement, de tout contentieux de quelle que nature que ce soit impliquant la gestion de la dette publique ou le fonctionnement de la caisse congolaise d'amortissement ;

	▪ suivre le règlement des mises en jeu des avals et garanties de l'Etat ; ▪ analyser et gérer les risques financiers et juridiques liés aux opérations de négociation et de remboursement de la dette publique, en relation avec la direction de l'audit interne ; ▪ s'assurer de la conformité du processus d'endettement et de gestion de la dette publique aux lois et textes en vigueur.
Conditions particulières de travail	Réalisation de travaux complexes, urgents et sensibles ; travail sous pression ; travail en équipe.
Compétences	Bonne maîtrise du droit
	Forte connaissance des dossiers liés au contentieux de la dette publique
	Maîtrise des arcanes du droit des affaires
	Capacité de négociation avérée avec les cabinets conseils de l'Etat
	compétences managériales
	Capacité de synthèse des dossiers de la dette publique Maîtrise des logiciels de base du traitement des textes (Word, Excel) et de la communication (Zoom, Meet)
Profil, expérience professionnelle et âge	Au moins 10 ans d'ancienneté dans l'administration publique en tant que cadre (catégorie I, échelle I) dans le domaine du droit des affaires ; être âgé de 60 ans au plus. En cas d'expérience professionnelle insuffisante, disposer d'un projet professionnel de qualité en matière juridique, en lien avec les missions de la CCA. Avoir occupé les fonctions de directeur, de chef de service, de chef de section dans un département juridique ou de la dette ou avoir assuré les fonctions de cadre dans un département juridique.
Diplômes	BAC+4 ou BAC+5 en droit
Langues	Français, niveau d'anglais acceptable

Fait à Brazzaville, le 24 MAI 2024



Le Ministre,

[Signature]

Jean-Baptiste ONDAYE.